

LE

On reconnaît le bonheur au bruit qu'il fait en s'en allant. Jacques Prévert

# JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

N° 462 SAMEDI 6 DÉCEMBRE 2025



## NON À L'AUSTÉRITÉ, NON À LA CASSE DES SERVICES PUBLICS

2 décembre : 45 personnes - pour l'essentiel des retraité·es - étaient présentes devant la préfecture pour manifester leur opposition au projet de budget 2026. Un budget de destruction massive des droits sociaux et des services publics. En encart dans notre journal le texte de la conférence de presse des syndicats CGT, FSU et SUD (et des associations) sur le thème : *quels seraient les impacts concrets du projet de budget 2026*. À lire absolument....

## SE CHAUFFER, UN LUXE ?

En 2025, 36 % des ménages ont du mal à payer leurs factures d'électricité, de gaz, de fioul. Un record absolu. Derrière les statistiques se cachent des familles qui ont froid dans des logements peu ou pas isolés, des personnes qui ne chauffent plus qu'une seule pièce, des enfants qui font leurs devoirs emmitouflés...et des factures mensuelles qui augmentent en flèche. Les échéanciers 2026 viennent d'arriver et c'est la stupeur : + 40, + 60 euros par mois, parfois plus, pour l'année prochaine. Alors on ressort les plaids, les bouillottes, car pour certains le choix se fait déjà entre manger ou se chauffer. La restriction du chauffage pour des raisons financières touche aussi une majorité de ménages et devient, malheureusement, une habitude hivernale. Entre crainte de factures trop élevées et difficultés de trésorerie, 74% des foyers déclarent avoir restreint leur chauffage.

De plus, les familles les plus modestes ont été particulièrement touchées cette année par le retard du versement du chèque énergie et les complications des dossiers pour l'obtenir. Décalé du printemps à novembre en raison du report de la loi de finances, le chèque énergie est aussi nettement insuffisant. Avec un montant moyen d'environ 150 euros par an (variant de 48 à 277 euros, selon les ressources), il ne couvre qu'une trop petite partie des factures énergétiques annuelles. Pourtant, en 2025 en France, chacune et chacun devrait avoir le droit de se chauffer, de cuisiner, de vivre dignement. Mais le gouvernement Macron a fait le choix politique d'augmenter toujours plus la TVA sur nos factures, d'ouvrir le marché de l'énergie à la concurrence et donc de supprimer les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité. Or la concurrence n'a jamais fait baisser les prix, bien au contraire.

Un grand service public de l'énergie permettrait l'encadrement des prix en supprimant tous ces spéculateurs qui empêchent des bénéfices et font grimper les factures.

**Marie-Rose Patelli**

**GAZA STOP GÉNOCIDE**  
**SAMEDI 6 DÉCEMBRE 2025**  
**11H CHAUMONT**  
**PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE**

## C'EST LES RATS...

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a été mise en examen après avoir comparé des grands patrons menaçant de délocaliser à des "rats" qui "quittent le navire".

Elle avait réagi aux propos du patron du groupe LVMH, Bernard Arnault, qui estimait que le projet de surtaxe du gouvernement "poussait à la délocalisation", en estimant que "ses propos sont à l'image du comportement des grands patrons aujourd'hui qui coulent le pays", qui "n'en ont plus rien à faire de la France (...). Moi, j'ai envie de dire : les rats quittent le navire."

La CGT dénonce une « énième procédure-bâillon » et une « attaque d'un degré inédit » alors qu'il s'agit de « la 5e procédure judiciaire contre un membre du bureau confédéral en 2 ans ».

Notre syndicat assure Sophie Binet de sa plus totale solidarité ●



**PAGE 2 UNE ARCOM À LA BOTTE ■  
NOVEMBRE/DÉCEMBRE 1995 ! ■**

**PAGE 3 CHAUMONT ET LA TRAGÉDIE PALESTINIENNE ■ DES CHAUMONTAIS À PARIS POUR LA PALESTINE ■ COMPLÔT, LE PAVÉ DE RACHID ■**

**PAGE 4 ARCELORMITAL : ON PEUT FAIRE DU MÉTAL SANS MITTAL ■  
DÉLINQUANCE FÉMINICIDE ■**

# UNE ARCOM À LA BOTTE

Personne ne peut sérieusement contester le fait que CNews - comme tous les médias de Bolloré - fait campagne pour l'union et la victoire de la droite et de l'extrême droite. Ce qui est très préoccupant pour qui connaît l'histoire des fascismes dans le monde.

Ça explique pourquoi Reporters sans frontière (ONG internationale reconnue d'utilité publique) a mené une étude sur cette chaîne française de la TNT. RSF défend le droit, pour chaque être humain, d'avoir accès à une information libre et fiable. Et il entend agir pour la liberté, le pluralisme et l'indépendance du journalisme.

On rappellera par ailleurs que les fréquences télé sont détenues par l'Etat. Les opérateurs désirant diffuser leurs émissions sur un canal de la TNT doivent s'engager par convention à respecter le pluralisme politique et diverses règles déontologiques : dignité humaine, sauvegarde de l'ordre public, lutte contre les discriminations, honnêteté et indépendance de l'information, respect du droit à la vie privée, déontologie dans le traitement des affaires judiciaires... Tout cela devant être contrôlé par l'Arcom, une autorité de régulation qu'on appelle parfois «le gendarme de l'audiovisuel».

Intuitivement, on voit bien que CNews n'est pas dans les clous. Mais pour en apporter la preuve, RSF a ép杵ché la production de la chaîne pendant un mois (ce qu'est censé faire l'Arcom 12 fois par an). Cette étude a montré d'abord que la pluralité n'était que de façade. Les représentants de droite et d'extrême droite sont reçus aux heures de grande écoute alors que la gauche est souvent reléguée au milieu de la nuit, de manière parfois caricaturale et avec un avertissement ironique. RSF a aussi, entre autres, pointé l'obsession de la chaîne de Bolloré pour les questions de délinquance, de sécurité et d'immigration ; mais surtout une façon très malhonnête de les lier entre elles.

Cette analyse chiffrée a été suivie par une émission de France 2 (Complément d'enquête) montrant des exemples précis des biais et manquements de CNews.

Or, quelques heures avant la diffusion de Complément d'enquête, l'Arcom s'est fendue d'un communiqué (ce qu'elle ne fait jamais), pour dire qu'il n'y avait rien à reprocher à CNews sur le mois étudié par RSF. Du coup, France 2 s'est sentie obligée de censurer une partie de son reportage. Ce que dénonce la Société des journalistes de France Télévisions.

Dans la foulée, on apprend que l'Arcom vient d'adresser une mise en garde à France 2 pour une émission «Complément d'enquête» consacrée au Sénat, diffusée en juin dernier. A l'époque, déjà saisie par le Sénat, l'Arcom n'avait relevé aucun manquement et avait publié en septembre cette décision sur son site internet. Mais le président Gérard Larcher s'étant fâché, l'autorité de régulation a accepté (ce qu'elle ne fait jamais) de revoir sa copie et elle a trouvé finalement des choses à reprocher à France 2.

Pourachever cette semaine lamentable, Marine Le Pen s'est répandue un peu partout prétendant que l'Arcom n'avait pas à juger les télévisions privées et qu'elle devait uniquement s'occuper de restaurer la neutralité dans les chaînes publiques.

L'affaire est importante, car elle nous montre bien comment, lorsqu'une digue cède, la démocratie peut très vite s'effondrer.

**Lionel Thomassin**

## PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Mail : ..... Tél : .....

Mail [secretariat@cgtretraites-chaumont.fr](mailto:secretariat@cgtretraites-chaumont.fr) Tél : 06 79 61 00 78

A renvoyer : Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 CHAUMONT

## NOVEMBRE DÉCEMBRE 1995

Mai 1995, Jacques Chirac est élu président de la République sur le thème de la fracture sociale. Pourtant, six mois plus tard, son Premier ministre, Alain Juppé, s'attaque brutalement à la Sécurité sociale en voulant augmenter les tarifs d'accès à l'hôpital, restreindre les médicaments remboursés, augmenter les cotisations maladies pour les retraités et les chômeurs...

Mais c'est sur les retraites que l'offensive est la plus dure, avec l'allongement de la durée de cotisation à 40 années pour les agents de la fonction publique et la fin des régimes spéciaux, dont celui des cheminots.

À partir du mois de novembre, un puissant mouvement social se développe dans tout le pays. Son ampleur et son issue victorieuse en a fait une référence comme 1936 ou 1968. Plus de cinq millions de personnes ont participé à la lutte.

Si le combat des cheminots contre la volonté de restructuration de la SNCF a marqué les esprits, c'est surtout le "plan Juppé" sur les retraites et la Sécurité sociale qui est au cœur de la mobilisation.

Pour illustrer cette lutte historique, un tableau du peintre Jean-Claude Blanchard, *un artiste magnifique et hors-norme*. Ce tableau fait partie de la série - femmes qui courrent- toiles peintes après le massacre de femmes en Algérie. Cette hécatombe n'a jamais cessé, partout dans le monde, Iran, Afghanistan, Palestine. Les féminicides ici et ailleurs...

Cette œuvre présentée lors de l'exposition «Résolution d'octobre» tranche néanmoins avec les autres tableaux par ses couleurs plus douces, sa luminosité. La femme tient dans sa main la *torche éclairante* que les cheminots utilisent en cas d'accident ou d'incident grave survenu sur la voie... Le plan Juppé prévoyait la suppression de plusieurs dizaines de milliers d'emplois à la SNCF....

Une femme, comme un symbole de la liberté menant (ou éclairant) le peuple vers la victoire...

**Richard Vaillant (et Institut CGT d'histoire sociale)**



# CHAUMONT FACE À LA TRAGÉDIE PALESTINIENNE

Lors de la réunion des associations qui s'est tenue le 25 novembre dernier, l'Association Palestine libre Haute-Marne, par la voix de sa présidente a pris la parole pour demander à la maire de Chaumont un geste symbolique de compassion à l'égard du peuple palestinien : le pavoisement du drapeau palestinien. Une demande formulée depuis deux mois.

La réponse de Mme Guillemey est pour le moins surprenante. "Elle attend dit-elle de « voir ce qui se fait ailleurs », comme si la solidarité dépendait d'un alignement entre voisins. Pendant que la population gazaouie survit à des conditions que l'ONU elle-même décrit comme catastrophiques, tandis que son rapport accuse Israël d'actes constitutifs de génocide (une qualification relevant des institutions internationales) la maire de Chaumont... s'interroge sur le "consensus local". Puis, comble du cynisme, elle affirme que le drapeau palestinien ne serait de toute façon pavoisé qu'au côté du drapeau israélien. Cette équivalence absurde (qui n'a aucun fondement juridique, moral ou humain) a suscité l'indignation dans la salle.»

Un participant a demandé : *alors pourquoi ne pas hisser le drapeau russe au côté du drapeau ukrainien ?* Aucune réponse. Un rendez-vous en privé m'a été proposé. Puis fermeture immédiate du débat, sous prétexte qu'il ne fallait pas faire « de la politique politicienne ».

Et c'est là que s'est produit l'inacceptable, précise le communiqué : une partie de la salle a applaudi. Applaudi quoi ? Le refus de compassion ? L'étouffement du débat ? La négation de la souffrance d'un peuple ? Car il faut le rappeler, inlassablement : les chiffres qui nous parviennent de Gaza sont d'une horreur à peine soutenable, documentés par l'ONU, la CPI et de nombreuses ONG internationales : plus de 65 000 morts, dont environ 20 000 enfants, 1,9 million de personnes déplacées, plus de 90 % des infrastructures détruites, famine, épidémies, pénurie absolue, écoles, hôpitaux, terres cultivables ravagés.

Face à cela, refuser de pavoiser le balcon de la mairie, c'est choisir l'indifférence. C'est renoncer à la dignité humaine.»

## L'INTÉGRALITÉ DU COMMUNIQUÉ SUR NOTRE SITE

# DES CHAUMONTAIS À PARIS POUR LA PALESTINE

29 Novembre. Ils étaient une vingtaine, peu avant 10 heures, en gare de Chaumont au départ pour Paris et la manifestation nationale de soutien à la Palestine à l'appel de l'Association France Palestine Solidarité rejointe par plus de 80 organisations.

Les manifestants chaumontais étaient de la Ligue des droits de l'Homme, du syndicat CGT des retraités de Chaumont, de l'association Palestine Libre Haute-Marne ou de simples citoyens.

De la gare de l'Est ils se sont rendus place de la République où 50 000 autres manifestants les attendaient. La manifestation s'est ensuite dirigée lentement vers la place de la Nation, impressionnante de calme et de dignité.

Par le nombre des participants et des organisations impliquées, il s'agissait de la plus grande manifestation organisée en France depuis le début de la guerre génocidaire menée par Israël contre le peuple palestinien.



# LE PAVÉ À RACHID

## Complot



Vesoul, la ville que Brel a chanté et où Bardella a été enfariné. Un jeune homme de 17 ans est placé en garde à vue. Pas de drame éditorial. On en sourit. L'a-t-il mérité ? Certains s'offusquent du sort réservé à leur poulin electoral mais, dans l'ensemble, on rit. La farine, c'est comme un rappel à un peu plus d'humilité. Depuis qu'un sondage tente de nous rouler dans la farine en annonçant la victoire en 2027 de celui l'on surnomme « Bard-est-pas-là » en raison de ses très (trop) nombreuses absences au Parlement européen, il a pris la grosse tête.

Moissac, c'est une autre paire de manche. Plus personne ne sourit. La presse mainstream se bollorise. Un homme de 74 ans, retraité de l'agriculture, a jeté un œuf sur la tête à Bardella. C'est une agression. Physique et verbale. Un œuf, en argot, c'est un imbécile...

On parle **d'agression**, nous disent les dicos, lorsqu'un individu commet un acte **violent, brutal et soudain** à l'encontre d'un autre individu, avec l'intention de le blesser. Rien de tout cela ici.

Et Bardella en rajoute, accusant sans preuve l'extrême gauche et ses ennemis jurés, LFI et... Jean-Luc Mélenchon d'être derrière le lanceur d'œuf. Mélenchon/Agression. Belle association. Ça plaît à Glucksmann, ça plaît aux patrons, ça plaît à Macron... Ça plaît à Bolloré.

Certains hurluberlus pensent même que le mot agression est bien trop faible. Qu'il conviendrait de parler d'ATTENTAT. Car nous serions ni plus ni moins, après ces deux actes délictueux, face à un véritable complot anti Bardella. Un complot culinaire et intergénérationnel. Point de départ Vesoul et un Zoomer, point d'arrivée Moissac et un Boomer nostalgique de 68 et de ses pavés. La sûreté nationale soupçonne un quadra centriste déçu de Sarkozy-Hollande-Macron-Le Pen, d'avoir reçu mission de lancer du beurre, puis une ménagère de 50 ans, dégoûtée par le trumpisme du fanfaron d'avoir mis à gauche (!) de la crème. Ce quatuor écotorrорiste viserait un entartage en bonne et due forme de l'apprenti facho... Espérons que la maison poulaga ne démantèlera pas le complot avant que l'outrage ne soit commis. En effet, beaucoup ici bas pensent qu'au total Bardella mérite bien une tarte.

# DELINQUANCE FÉMINICIDE

Le Jhm du 01.12.25 rend compte d'un point fait par la préfète, le procureur, le légiste et les commandements des forces de sécurité sur la prise en charge des femmes victimes de violences et les réponses apportées par la justice et les services de santé pour accompagner les victimes. Les chiffres sont alarmants : 523 victimes en zone de gendarmerie.

C'est dire combien le milieu rural est touché : 50% des gardes à vue et 40% des présentations devant un juge concernent des violences intra familiales. Ce sont des actes de délinquance comptabilisés comme tels dans les statistiques.

Dans la mesure où, à Chaumont, la délinquance est en baisse, l'augmentation des violences faites aux femmes relativise l'importance des autres domaines : atteintes aux biens, aux personnes, délinquance des mineurs ou des jeunes présentés comme des troubles à l'ordre public et responsables du « sentiment d'insécurité ».

On comprend alors mal l'importance donnée à la création et au développement d'une police municipale, objet de surenchères électorales, alors que les besoins en prévention et en accompagnement sont ailleurs.

Si les autorités se disent fières du système médico judiciaire mis en place en Haute-Marne, on peut avoir des craintes quant à sa pérennité au regard des impacts du projet de budget 2026 où les femmes victimes sont les plus lésées. Clémence Pajot, directrice générale de la Fédération des CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) alerte : « *en 2025, le réseau des CIDFF a enregistré une baisse cumulée de subventions de 2 millions d'euros* » avec des conséquences sur les structures. Un quart des CIDFF ont dû fermer des permanences, et une cinquantaine de postes supprimés, principalement en milieu rural (la Haute-Marne a été préservée cette année).

Si l'on ajoute à ces attaques frontales contre les CIDFF, l'affaiblissement des moyens donnés dans le budget aux associations d'hébergement, d'accompagnement, de reconstruction, d'insertion, ce sont des milliers de femmes que l'on va livrer à leurs prédateurs.

## Louis Laprade



> ArcelorMittal

## “ON PEUT FAIRE DU MÉTAL SANS MITTAL !”

Une délégation CGT d'ArcelorMittal Dunkerque était descendue à Paris à l'Assemblée nationale pour soutenir la proposition de loi de nationalisation déposée dans la niche parlementaire LFI, seule solution pour sauver la production française sidérurgique nécessaire dans notre pays et pour sauver des dizaines de milliers d'emplois.

**Gaëtan Lecoq**, secrétaire général CGT d'ArcelorMittal Dunkerque a pris la parole devant l'Assemblée nationale : « Nous, ce que l'on demande aux députés qui s'opposent à la nationalisation (les députés RN ont déposé 300 amendements d'obstruction), c'est de prendre leur responsabilité (...). Tous les partis politiques parlent de souveraineté, c'est le moment de le prouver !

On représente 80 000 familles (...). De 2021 à 2023 la société Mittal France a fait un bénéfice de 1,2 milliards d'euros et n'a quasiment pas payé d'impôts en France, elle a des holdings financiers au Luxembourg ».



« C'est Mittal qui crée cette concurrence déloyale avec son acier indien et brésilien. Il est arrivé en France pour piller nos brevets, notre savoir-faire, pour délocaliser les productions. »

« L'acier est un bien commun comme l'eau, l'électricité. En 2006, Arcelor était le leader mondial de l'acier. » « Je suis dans la sidérurgie depuis 3 générations, mon grand-père est mort dans une cuve d'acier bouillant, je sais de quoi je parle. » Il devait conclure par cette phrase : « S'il n'y a plus d'acier, il n'y a plus d'industrie en France ! »

Notons qu'ArcelorMittal reçoit 295 millions d'aides publiques chaque année et une promesse de 850 millions (via l'ADEME) pour la décarbonation de son site de Dunkerque (qu'il refuse de faire).

Il réalise des bénéfices colossaux : 36 milliards d'euros depuis 2019. En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont été de 1,7 milliard. Le carnet de commandes de l'usine de Dunkerque est rempli pour l'année à venir.

Le 27 novembre, les députés ont voté, en première lecture, la nationalisation par 168 voix pour, 41 contre et 42 abstentions.

## Pascal Pruvot



# QUELS SERAIENT LES IMPACTS CONCRETS DU PROJET DE BUDGET 2026 ?

## LES PLUS VULNÉRABLES PREMIÈRES VICTIMES

Année blanche, gel du barème de l'impôt sur le revenu, gel des prestations sociales et des pensions de retraites... « Plusieurs mesures seraient susceptibles d'affecter encore plus les conditions de vie des personnes les plus vulnérables, qui ne cessent de se détériorer depuis plusieurs années » alerte Dominique Vienne, représentant d'ATD quart-monde. Les chiffres sont sans appel :

- RSA maintenu à 636 euros pour une personne seule, alors que le seuil de pauvreté est de 1 288 euros par mois ;
- plus 2 milliards d'euros de ponction sur les organismes d'HLM en 2026, alors que 2,6 millions de ménages sont en attente d'un logement social et que la production de logements sociaux a chuté de 30 % depuis 2019 ;
- baisse des crédits d'accompagnement des allocataires sociaux·les obligé·es de s'inscrire à France Travail, rendant impossible un accompagnement de qualité
- baisse des crédits de formation et de l'insertion par l'activité économique...

Le budget 2026 « ne comporte aucune évaluation de l'impact social de ces mesures sur l'objectif de réduction de la pauvreté, alors que la France s'est engagée à plusieurs reprises à cette réduction, et qu'elle a même signé en 2015 les objectifs de développement durable, dont le premier concerne, je cite : "L'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes à l'horizon 2030". On en est bien loin » déplore Dominique Vienne.

## LES FEMMES ENCORE LÉSÉES

Huit ans après #MeToo, les demandes de femmes qui s'adressent aux centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) augmentent considérablement, et pourtant les moyens ne cessent de diminuer. « En 2025, le réseau des CIDFF a enregistré une baisse cumulée de subventions de 2 millions d'euros. [...] Nous nous retrouvons à devoir refuser et fermer les portes aux femmes qui sont dans des situations souvent de très grave danger »

alerte Clémence Pajot, directrice générale de la Fédération nationale des CIDFF.

Le manque de moyens a des conséquences directes sur les structures :

- un quart des CIDFF ont dû fermer des permanences ;
- ces fermetures ont lieu principalement en milieu rural, où le nombre de féminicides est le plus important ;
- plus d'une cinquantaine de postes ont été supprimés dans les CIDFF depuis le début de l'année 2025.

Au-delà des salari·es des associations (principalement des femmes) qui sont frappées de plein fouet par ces coupes budgétaires, les conséquences les plus graves sont pour les femmes qu'elles reçoivent. « La semaine dernière, 4 femmes ont été tuées par leur conjoint ou leur ex-conjoint. Réduire les moyens des associations qui luttent contre les violences et qui accompagnent les victimes, ainsi que ceux destinés à la prévention, c'est un pari perdant » prévient Clémence Pajot.

Cet affaiblissement du milieu associatif d'accompagnement des femmes se produit à l'heure où les mouvements réactionnaires, financés par des milliardaires partageant leurs idées, se renforcent de plus en plus, en France et dans le monde. « Quand vous défendez l'avortement, l'éducation et la sexualité, le droit des personnes LGBT, vous êtes forcément attaqués, vous êtes forcément menacés, mais là, aujourd'hui, nous avons vraiment des menaces importantes » alerte Sarah Durocher, présidente du Planning familial.

Et les pouvoirs publics n'aident pas, bien au contraire : « Aujourd'hui, parce que le planning prend des positions sur des sujets, on est en train de nous enlever des financements. [...] On nous parle de neutralité, j'aimerais bien savoir qui définit la neutralité. » ajoute Sarah Durocher, qui conclut : « Ce budget montre un certain mépris [envers les associations], c'est pour ça que le planning participe à cette conférence de presse et sera dans la rue le 2 décembre. »

## LE MONDE ASSOCIATIF EST ATTAQUÉ

Déjà profondément affaiblies par le budget 2025 (baisse de financement pour une association sur deux), les

associations seront profondément impactées par le budget 2026. « Le budget jeunesse vie associative enregistre une diminution de 26 %, passant de 848 millions à 626. Le service civique perd 115 millions d'euros » chiffre Yannick Hervé, du Mouvement associatif. « La vie associative [...] ne peut pas être considérée comme une variable d'ajustement budgétaire. Elle est un investissement social, démocratique, humain. La fragiliser, c'est fragiliser la société tout entière. »

## LA SANTÉ MISE À MAL

Le budget 2026 prévoit une augmentation de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) de 1,6 %, ce qui est insuffisant pour couvrir les besoins de santé croissants de la population. « Pour tenir cet objectif irréaliste, c'est 7 milliards d'euros d'économies qui seront imposées. Cela veut dire des fermetures de lits, des services sous-dotés, du personnel épousé et des patient·es renvoyé·es vers elles et eux-mêmes » alerte Sylvie Benjaber, présidente de la Mutuelle familiale.

Les premières victimes seront les patient·es, notamment les plus modestes :

- doublement voire création des franchises sur les soins dentaires et les transports médicaux ;
- hausse des plafonds jusqu'à 350 euros par personne et par an ;
- 400 millions d'euros de transfert vers les complémentaires, avec une potentielle augmentation du forfait hospitalier ;
- augmentation de la taxe sur les complémentaires de 14,7 % à 16,7 % – 1 milliard d'euros supplémentaires.

Ces mesures sont irresponsables, alors que 65 % des Français·es déclarent avoir renoncé à des soins en 2025.

« Il y a aussi les conséquences très lourdes de la réforme des retraites » ajoute Sylvie Benjaber. « Les impacts sanitaires ont commencé à être mesurés. C'est l'augmentation d'un an de l'âge moyen pour les entreprises qui entraîne + 10 % de sinistralité en prévoyance, plus d'arrêts de longue maladie, plus de décès prématuré. Le report de l'âge de départ n'est pas une mesure comptable neutre. C'est une mesure qui abîme la santé des travailleur·ses. »

## LA JEUNESSE SACRIFIÉE

Le budget 2026 prévoit notamment :

- la suppression de 34 millions d'aides directes aux étudiant·es ;
- la baisse des aides directes sociales à destination des étudiant·es, notamment les APL – ce qui entraîne des difficultés supplémentaires pour se loger dans le parc locatif privé. Elles seraient même purement et simplement supprimées pour les étudiant·es étranger·es.

En revanche, rien sur les promesses de construction pour le Crous, alors que ce dernier subit un déficit dramatique de tout son réseau, que seuls 10 % des logements promis par Emmanuel Macron ont réellement été construits et que seul·es 6 % des étudiant·es y ont accès.

Par ailleurs, la réforme du système de bourse, qui n'a pas changé depuis près de soixante-dix ans, a encore été reportée cette année. « Pourtant, aujourd'hui, encore un·e étudiant·e sur deux saute un repas par jour par faute de moyens, et seulement un·e sur quatre est boursier·e » déplore Ania Hamidi, secrétaire générale de l'Unef. « Un·e étudiant·e sur deux est obligé·e de se salarier à côté de ses études – c'est la première cause d'échec à l'université. »

Les universités sont aussi la cible des attaques répétées du gouvernement, et

le nombre de places disponibles diminue d'année en année. « Des centaines de milliers de jeunes, cette année, se sont retrouvé·es sans fac et privé·es de leur plan d'avenir. Pire encore, certain·es sont obligé·es de se tourner vers des écoles privées dont les frais d'inscription sont exorbitants et les diplômes, pour certains, ne sont pas reconnus par l'État » alerte Ania Hamidi. « Les priorités du gouvernement sont claires pour nous : détourner les jeunes des études supérieures et les envoyer tout droit sur le marché du travail, sur lequel ils seront contraints d'accepter des emplois précaires. »

## LES SERVICES PUBLICS EN DANGER

Déjà mis à l'épreuve par des années de politiques d'austérité, les services publics subiraient une véritable saignée :

- plus de 4 000 postes supprimés dans l'éducation ;
- une création de postes d'AESH bien inférieure aux besoins (1 200, contre 2 000 en 2025, ce qui était déjà insuffisant) ;
- baisse de dotation pour la recherche, alors que le CRS souffre d'un déficit de 200 millions d'euros ;
- 5 000 emplois menacés dans l'enseignement supérieur.

Pour Caroline Chevet, secrétaire générale de la FSU, le budget 2026 avance à visage découvert : « C'est la

réaffirmation de la politique de l'offre, l'assèchement des recettes fiscales, au point que les mesures nouvelles résultent toutes de redéploiements, notamment au détriment des services publics et des agent·es, comme d'ailleurs au détriment de la protection sociale. »

Le budget prévoit une nouvelle année de gel du point d'indice, qui a déjà subi un fort décrochage : « Pour exemple, on considère que dans la fonction publique de l'État, c'est une baisse de 100 euros de rémunération par mois depuis de nombreuses années, du fait de l'inflation » indique Caroline Chevet. « La rémunération des agent·es de la fonction publique, ça n'est pas que l'affaire de ces dernier·es, c'est l'affaire de toute la population, si elle veut avoir demain des services publics à la hauteur de [ses] besoins. »

## CONFIRMATION DE LA POLITIQUE INÉGALITAIRE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement confirme sa politique de préservation des grandes entreprises et des ultra-riches, au détriment des plus vulnérables. « Sous prétexte de faire des économies pour maîtriser les dépenses publiques, le PLF et PLFSS proposent des plans d'austérité qui n'ont qu'une seule ligne directrice : faire payer la crise aux travailleur·ses, aux retraité·es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé·es d'emploi, aux étudiant·es, aux femmes » déclare Julie Ferrua, coporte-parole de Solidaires.

Pendant ce temps, les entreprises privées bénéficient de 210 milliards d'euros d'aides sans condition ni contrepartie, dont 80 milliards d'exonérations de cotisations. « L'argent existe : [...] il est dans les caisses du patronat et dans les poches des actionnaires » conclut Julie Ferrua.

« Ce budget est une triple peine pour le monde du travail » ajoute Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT : « D'abord, les dépenses vont augmenter, notamment en matière de santé. [...] Ensuite, les prestations sociales vont baisser parce qu'elles vont être gelées. [...] Enfin, les salaires décrochent parce que dans le silence, le patronat en profite pour mettre toutes les NAO à zéro. »

**Conférence de presse CGT, FSU et Solidaires**

## MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Maurice, Marie-Christine, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Hervé, Marie-Thérèse, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Jean-Louis, Josette, Pierre, Liliane, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Luc, Rachel, Christine, Michel, Josiane, François, Jean-Jules et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

## SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : ..... Prénom : .....

Verse..... euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont